



AVIS DE CONFORMITÉ

Enquête Longitudinale Française depuis l'Enfance - ELFE

Enquête téléphonique à 3 ans et demi

Services producteurs : Unité mixte Ined-Inserm

Opportunité : avis favorable émis le 6 octobre 2006, par l'inter-formation Statistiques sociales

Une présentation à la Commission « Service public et services aux publics » a été faite le 24 novembre 2010

Réunion du Comité du label de la statistique publique du 2 avril 2014 (Commission Ménages)

Aucune cohorte d'enfants de taille conséquente et aux objectifs pluridisciplinaires n'a jamais été lancée en France, à l'instar de grandes cohortes dans plusieurs pays étrangers. Ainsi les pouvoirs publics français ont jugé indispensable le lancement de la cohorte ELFE pour répondre aux nombreuses questions qui se posent et se poseront sur le développement des enfants dans un contexte caractérisé par de nombreuses évolutions et transformations dont on mesure encore mal l'impact.

Ce dispositif a pour objectif de comprendre les mécanismes de développement et d'insertion des enfants dans leur milieu familial, social, scolaire ainsi que les interactions entre ces divers champs. Il doit également permettre, dans le cadre du plan national Santé-Environnement, de s'intéresser aux relations entre les expositions environnementales et la santé des enfants.

La cohorte comprend les enfants nés en 2011 à l'une des dates retenues (25 jours répartis sur quatre périodes espacées de trois mois) en France métropolitaine ; la moitié de ces jours correspondent aux jours de l'échantillon démographique permanent (EDP) élargi. Les enfants seront suivis de la naissance à 20 ans. L'échantillon répondant est de 18 300 enfants.

Il est prévu de suivre les enfants tous les ans jusqu'à 5 ans et demi, puis de façon plus espacée jusqu'à leur 20 ans.

L'enquête téléphonique à 3 ans et demi a pour but de poursuivre le recueil détaillé d'informations sur la petite enfance, qui est un des objectifs spécifiques d'Elfe, en ciblant une étape importante de la vie des jeunes enfants, l'entrée en école maternelle.

Les principaux thèmes abordés portent sur l'école maternelle, les pratiques éducatives des parents, les activités de l'enfant, son exposition aux UV, son alimentation et ses acquisitions.

L'enquête 3 ans et demi ne sera réalisée qu'auprès des familles résidant sur le territoire métropolitain. La collecte de données de l'enquête à 3 ans et demi sera effectuée par questionnaire téléphonique informatisé (CATI). Comme les précédentes enquêtes elle sera réalisée par l'Institut GFK qui dispose par ailleurs du réseau d'enquêteurs permettant de réaliser de façon coordonnée la visite à domicile et l'enquête téléphonique. Par ailleurs, il sera proposé aux familles non répondantes à l'enquête téléphonique car impossible à joindre, de remplir, par internet ou sur papier, un questionnaire auto-administré comportant une vingtaine de questions issues du questionnaire complet.

.../...

Deux vagues d'enquêtes seront réalisées, la première, regroupant les vagues d'inclusion d'avril et juillet 2011 **débutera en octobre 2014** (6 800 familles enquêtées). La seconde regroupant les vagues d'octobre et décembre 2011, **débutera en avril 2015** (10 400 familles enquêtées).

La durée de l'entretien téléphonique a été conçue pour ne pas durer en moyenne plus de 50 minutes et l'enquête à domicile est estimée à 45 minutes.

Les résultats seront publiés dès que les fichiers correspondant à l'enquête auront été exploités. Tout au long du suivi les familles seront informées du déroulement de l'enquête au moyen d'un journal « Elfe Infos » et d'un site web. Des résultats agrégés et non susceptibles de modifier leur comportement ultérieur leur seront communiqués.

Le Comité a émis les recommandations suivantes :

Accès aux données - Cnil

Concernant l'accès des données aux chercheurs, le Comité note que des discussions sont en cours avec la Cnil. Il encourage le service à la plus grande vigilance dans les protocoles de diffusion des données, en assurant à la fois leur protection et le respect de leur confidentialité, mais aussi leur publicité et leur ouverture aux chercheurs, dans un cadre bien établi indiquant les limites d'usage, compatible avec la législation actuelle et identifiant bien les responsabilités de chacun. Le Comité attire en particulier l'attention du service sur la traçabilité des demandes : si un même chercheur redemande des données, les données antérieures acquises devront être détruites pour éviter des croisements de variables qui pourraient devenir identifiants.

Protocole de collecte

Le Comité encourage le service à sensibiliser les enquêteurs (et compléter leur formation) sur la nécessité de faire preuve de pédagogie vis-à-vis des familles, notamment pour mieux justifier, au cours des entretiens, l'utilité de telle ou telle question, lorsqu'elle ne semble pas en relation directe avec l'objet principal de l'enquête.

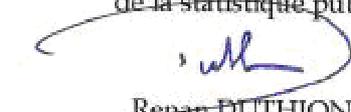
Méthodologie

Le Comité prend note des travaux sont en cours sur les questions de pondération et souhaite être destinataire des différentes notes méthodologiques en découlant. Il appuie le service dans sa démarche de mobilisation des moyens de traitement statistique les plus adaptés. Il encourage le service à produire et à communiquer sur ces aspects purement statistiques, en les présentant notamment à des colloques méthodologiques.

Le problème fondamental de cette opération est lié à l'attrition. Le Comité demande au service de mettre en place des procédures de relance (par lettre) dès qu'un refus de répondre est envoyé par les familles via internet ; il s'agit de convaincre les ménages de poursuivre les interrogations en leur donnant un argumentaire pertinent sur le bien-fondé de cette opération statistique, dans le but de les maintenir dans le dispositif Elfe. Le Comité encourage le service à bien poursuivre toutes les actions permettant le maintien du contact avec les familles, notamment en cas de déménagement.

Le Comité du label de la statistique publique attribue le label d'intérêt général et de qualité statistique à l'enquête ELFE téléphonique à 3 ans et demi.

Ce label est valide pour les années 2014 et 2015

Le Président du Comité du label
de la statistique publique

Renan DUTHION